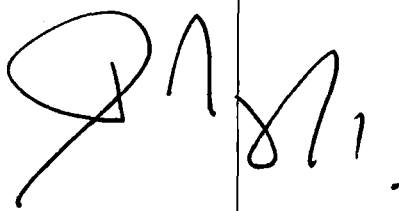


KONINKRIJK BELGIË	ROYAUME DE BELGIQUE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER	SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING	SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPMENT
FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN	SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR
FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE	SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE
MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING	MINISTERE DE LA DEFENSE
Koninklijk besluit van xx/xx/xxxx tot vaststelling van de bevoegde administratieve overheden bedoeld in artikel 22quinquies, §7, van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.	Arrêté royal du xx/xx/xxx fixant les autorités administratives compétentes visées à l'article 22quinquies, §7, de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité
FILIP, Koning der Belgen,	PHILIPPE, Roi des Belges,
Aan allen die nu zijn en hierna zullen wezen,	A tous, présents et à venir,
Onze Groet.	Salut.
Gelet op de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, artikel 22quinquies, §7, ingevoegd door de wet van xx/xx/xxxx;	Vu la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, l'article 22quinquies, §7, inséré par la loi du xx/xx/xxxx;
Gelet op het advies van de Nationale Veiligheidsraad, gegeven op 23 oktober 2017;	Vu l'avis du Conseil National de Sécurité, donné le 23 octobre 2017;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën bij de Eerste Minister, gegeven op 9 november 2017 , het advies van de Inspecteur van Financiën bij de Vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken, gegeven op 27 oktober 2017, het advies van de Inspecteur van Financiën bij de Vicepremier, minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, gegeven op 12 oktober 2017 , het advies van de Inspecteur van Financiën bij de Minister van Justitie gegeven op 23 oktober 2017, het advies van de Inspecteur van Financiën bij de Minister van Defensie gegeven op 16 oktober 2017, het advies van de Inspecteur van Financiën bij de Federale Politie gegeven op 17 oktober 2017;	Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances près le Premier Ministre donné le 9 octobre 2017, l'avis de l'Inspecteur des Finances près le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, donné le 27 octobre 2017, l'avis de l'Inspecteur des Finances près le Vice-Premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, donné le 12 octobre 2017, l'avis de l'Inspecteur des Finances près le Ministre de la Justice, donné le 23 octobre 2017, l'avis de l'Inspecteur des Finances près le Ministre de la Défense, donné le 16 octobre 2017, , l'avis de l'Inspecteur des Finances près la Police Fédérale donné le 17 octobre 2017 ;
Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 12/01/18;	Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 12/01/18 ;
Gelet op het advies xxxx/xx van de Raad van State, gegeven op xxxxx;	Vu l'avis xxxx/xx du Conseil d'Etat, donné le xxxxx;
Op de voordracht van de Eerste Minister, de Vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken, de Vicepremier, minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, de Minister van Justitie, de Minister van Defensie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers;	Sur la proposition du Premier Ministre, du Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, du Vice-Premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, du Ministre de la Justice, du Ministre de la Défense et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil;
HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:	NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :
Artikel 1. §1. De overheden opgesomd in bijlage 1 worden aangeduid als bevoegde administratieve overheid.	Article 1^{er}. §1. Les autorités énumérées en annexe 1 sont désignées comme autorités administratives compétentes.
§2. De gemotiveerde beslissingen die krachtens artikel 22 ^{quinq} uies van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen,	§2. Les décisions motivées prises avant le xx/xx/xxxx qui désignent, en vertu de l'article 22 ^{quinq} uies de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations,

<p>genomen voor xx/xx/xxxx, één of meerdere specifieke sectoren of deelsectoren aanduiden die bevoegd zijn om het veiligheidsadvies aan te vragen, en door de veiligheidsoverheid bedoeld in artikel 15 van bovenvermelde wet werden aanvaard, blijven van kracht.</p>	<p>attestations et avis de sécurité, un ou plusieurs secteurs ou sous-secteurs spécifiques qui sont compétents pour solliciter l'avis de sécurité, et qui ont été approuvées par l'autorité visée à l'article 15 de la loi susmentionnée, restent en vigueur.</p>
<p>Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop ze in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.</p>	<p>Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.</p>
<p>Art. 3. De Eerste minister, de Vice-eersteminister en minister bevoegd voor Buitenlandse Zaken en Europese Zaken, de Vicepremier en minister bevoegd voor Veiligheid en Binnenlandse Zaken, de minister bevoegd voor Justitie, de minister bevoegd voor Defensie, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.</p>	<p>Art. 3. Le Premier ministre, le Vice-Premier Ministre et Ministre qui a les Affaires étrangères et européennes dans ses attributions, du Vice-Premier ministre et ministre qui a la Sécurité et l'Intérieur dans ses attributions, le ministre qui a la Justice dans ses attributions, le ministre qui a la Défense dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.</p>
<p>Gegeven te _____ , .</p>	<p>Donné à _____ , le</p>
<p></p>	<p></p>
<p>Van Koningswege :</p>	<p>Par le Roi :</p>
<p>Le Premier Ministre,</p>	<p>De Eerste Minister ,</p>
<p></p>	<p></p>
<p>Charles MICHEL</p>	
<p></p>	<p></p>

Le Ministre de la Justice,	De Minister van Justitie,
Koen GEENS	
Le Vice-Premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,	De Vicepremier, minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
Jan JAMBON	
Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes,	Vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,
	
Didier REYNDERS	

Le Ministre de la Défense,	De Minister van Defensie,
Steven VANDEPUT	

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise l'exécution de la loi du ~~XX-XXX XXXX~~ modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, (ci-après « la loi du 11 décembre 1998 ») relative à l'article 22quinquies, §7, modifié, qui confie au Roi de désigner l'autorité administrative compétente par secteur d'activité pour la demande d'un avis de sécurité visé à l'article 22quinquies de la loi susmentionnée.

L'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, est l'exécution de l'article 22quinquies, §7, de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité inséré par la loi du ~~XXXX~~. Cette disposition s'énonce comme suit : « *Le Roi détermine, après délibération en Conseil des ministres, l'autorité administrative compétente par secteur d'activité.* ».

Le paragraphe 2 prévoit que les décisions administratives visées à l'article 22quinquies de la loi du 11 décembre 1998, prises avant le xx/xx/xxxx et qui imposent un avis de sécurité, restent en vigueur après la modification de la loi, sans préjudice du paragraphe 1^{er} de cet article. En ce qui concerne ces dispositions réglementaires, il appartient à l'autorité administrative compétente de faire exécuter, le cas échéant, une analyse de risque .

Les autorités désignées au paragraphe 1^{er} sont spécifiées dans l'annexe à l'arrêté qui Vous est soumis. Il a été choisi, outre les Infrastructures Critiques, de porter une attention particulière aux secteurs suivants :

- Les transports pour les compétences fédérales;
- Les administrations publiques fédérales;
- Les établissements soumis à l'accord de coopération Seveso, comme désignés par le Ministre d'Emploi, Travail et Concertation sociale.

Les autorités administratives désignées en annexe sont désignées par secteur d'activité. Cette désignation tient sa base légale de l'article 22quinquies, §7, de la loi du 11 décembre 1998 qui donne la compétence au Roi pour déterminer quelle autorité administrative est compétente pour quel secteur. Ce ne sont donc que pour ces secteurs que l'autorité administrative compétente peut demander une vérification de sécurité.

Ceci n'exclut pas que d'autres secteurs puissent être identifiés dans le futur.

Pour le Secteur communications électroniques et infrastructures numériques l'organe dirigeant de l'IBPT agit en tant qu'autorité administrative. Cependant, cette compétence ne porte pas atteinte à l'application de l'article 126/1 de la loi sur les communications électroniques du 13 juin 2005.

Le directeur général de la S.A. de droit public A.S.T.R.I.D. est désignée comme autorité administrative compétente pour le secteur d'activité réseau national de radiocommunication et paging et des dispatchings destinés aux services de secours et de sécurité en Belgique. Ceci afin de poursuivre une pratique existante et également pour constater formellement la compétence de la S.A. de droit public A.S.T.R.I.D. en regard de ses sous-traitants. Le Directeur général d'A.S.T.R.I.D n'est cependant pas compétent pour le personnel utilisant le matériel technique d'A.S.T.R.I.D. qui dépend d'une autre

autorité administrative, visée par l'AR, telle que le SPF Justice, Intérieur, la police fédérale, etc. Ces dernières restent les autorités compétentes pour ce personnel.

En ce qui concerne le Secteur infrastructures pour les marchés financiers, c'est l'organe dirigeant de la Banque Nationale de Belgique, ou par délégation de l'organe dirigeant, un membre dirigeant de son administration ou le Président du comité de direction du FSMA désigné et ce, en fonction du type d'opérateur qui est désigné.

Il est à noter que la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique stipule en son art. 10 que : « La Banque peut, aux conditions déterminées par ou en vertu de la loi, et sous réserve de leur compatibilité avec les missions relevant du SEBC (système européen de banque centrale), être chargée de l'exécution de missions d'intérêt public. »

Le commentaire de cet article précise : < Ces dispositions concernent les tâches ne relevant pas du SEBC. On a déjà relevé que ces tâches seront exercées sous la tutelle de la BCE. En effet, aux termes de l'article 14.4 des statuts du SEBC, « Les banques centrales nationales peuvent exercer d'autres fonctions que celles qui sont spécifiées dans les présents statuts, à moins que le conseil des gouverneurs ne décide, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, que ces fonctions interfèrent avec les objectifs et les missions du SEBC. Ces fonctions, que les banques centrales nationales exercent sous leur propre responsabilité et à leurs propres risques, ne sont pas considérées comme faisant partie des fonctions du SEBC.

En ce qui concerne les administrations publiques, le champ d'application s'étend tant à son propre personnel qu'à ses contractants. En ce qui concerne les instances internationales, il doit être spécifié que cela se limite aux instances internationales qui se trouvent sur le territoire belge et qui sont visées par la Politique de Siège. Des exemples non limitatifs de ces institutions sont : institutions de l'Union Européenne, SHAPE les Nations Unies, OTAN...

Ambassades et représentations permanentes ne sont clairement pas visées.

Avant que les vérifications de sécurité pour une institution internationale puissent être demandées, un accord doit être conclu entre l'autorité administrative compétente et l'institution internationale concernée. Cela peut se présenter par exemple sous la forme d'un accord de coopération ou d'un protocole d'accord.

En ce qui concerne l'ordre judiciaire sont concernés : le procureur fédéral pour ce qui concerne le parquet fédéral, le procureur général concerné pour les parquets, l'auditorat du travail, parquet général et l'auditorat général de son ressort et le président du Collège des procureurs généraux pour le service de soutien du Ministère Public.

Pour le Parlement, le Comité R et le Comité P; il est à noter que la fonction législative du Parlement n'est pas visée. Il doit être possible pour le parlement ou pour les comités précités d'éventuellement soumettre à vérifications de sécurité son propre personnel ou les contractants éventuels tels que le personnel de nettoyage ou le personnel d'entretien. Ceci explique le choix pour l'autorité administrative la plus appropriée.

Il convient de noter que les autorités administratives concernées se voient attribuer, une compétence en ce qui concerne l'avis de sécurité, mais n'implique aucune obligation effective d'imposer la vérification de sécurité.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

De Votre Majesté,

Les très respectueux et les très fidèles serviteurs,

Le Premier Ministre,
Charles MICHEL

Le Ministre de la Justice,
Koen GEENS

Ministre de l'Intérieur,
Jan JAMBON

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes,
Didier REYNERS

Le Ministre de la Défense,
Steven VANDEPUT

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit waarvan wij de eer hebben het ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen regelt de uitvoering van de wet van ~~XX XXX XXXX~~ tot wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, (hierna "de wet van 11 december 1998") met betrekking tot het gewijzigde artikel 22~~quinq~~*uies*, §7, dat de Koning de opdracht geeft de bevoegde administratieve overheid aan te duiden per activiteitensector voor het aanvragen van een veiligheidsadvies bedoeld in artikel 22~~quinq~~*uies* van bovenvermelde wet.

Artikel 1, paragraaf 1, is de uitvoering van artikel 22~~quinq~~*uies*, §7, van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, ingevoegd door de wet van ~~XXXX~~. Deze wetsbepaling luidt: *"De Koning bepaalt, na overleg in de Ministerraad, de bevoegde administratieve overheid per activiteitensector"*.

Paragraaf 2 van dit artikel bepaalt dat de beslissingen bedoeld in artikel 22~~quinq~~*uies* van de wet van 11 december 1998, genomen voor ~~xx/xx/xxxx~~ en die een veiligheidsadvies opleggen van kracht blijven na de wetswijziging, onverminderd paragraaf 1 van dit artikel. Wat betreft deze beslissingen komt het aan de bevoegde administratieve overheid toe om desgevallend een risicoanalyse te laten uitvoeren.

De overheden aangeduid in paragraaf 1 worden gespecificeerd in de bijlage bij het besluit dat aan U voorligt. Er werd gekozen om naast de Kritieke Infrastructuren in het bijzonder aandacht te schenken aan de volgende sectoren:

- Het openbaar vervoer voor wat betreft de federale bevoegdheden;
- De federale overheidsinstellingen;
- De inrichtingen die onderworpen zijn aan het Seveso-samenwerkingsakkoord, zoals bepaald door de Minister van Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

De administratieve overheden aangeduid in de bijlage worden aangeduid per activiteitensector. Deze aanduiding vindt zijn wettelijke basis in artikel 22~~quinq~~*uies*, §7, van de wet van 11 december 1998 die de Koning de bevoegdheid geeft om te bepalen welke administratieve overheid bevoegd is voor welke sector. Het zijn dan ook slechts voor deze sectoren waar de aangeduide administratieve overheid de veiligheidsverificatie kan vragen.

Dit sluit niet uit dat in de toekomst bijkomende sectoren geïdentificeerd kunnen worden.

Voor de Sector Elektronische Communicatie en Digitale Infrastructuur treedt het leidinggevend orgaan van het BIPTop als bevoegde administratieve overheid. Deze bevoegdheid doet evenwel geen afbreuk aan de toepassing van het artikel 126/1 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

De directeur- generaal van de N.V. van publiek recht A.S.T.R.I.D. wordt aangeduid als bevoegde administratieve overheid voor de activiteitensector Nationaal netwerk voor radiocommunicatie, paging en meldkamers bestemd voor de hulp- en veiligheidsdiensten in België. Hiermee wordt een

reeds bestaande praktijk verdergezet, en wordt alsook de bevoegdheid van de N.V. van publiek recht A.S.T.R.I.D. ten opzichte van haar onderaannemers formeel vastgelegd. De directeur- generaal van de N.V. van publiek recht A.S.T.R.I.D. is evenwel niet bevoegd voor het personeel dat gebruik maakt van het technisch materiaal van A.S.T.R.I.D. maar dat afhangt van een andere administratieve overheid, bedoeld in het KB, zoals de FOD Justitie, de federale politie, enz. Deze laatsten blijven de bevoegde administratieve overheid voor dit personeel.

Wat betreft de sector infrastructuur voor de Financiële Markten is het leidinggevende orgaan van de Nationale Bank van België, of bij delegatie door het leidinggevende orgaan, een leidinggevende van zijn administratie of de Voorzitter van het Directiecomité van het FSMA bevoegd, en dit in functie van het type operator dat betrokken is.

Te merken dat de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België bepaalt in art. 10 dat: "De Bank mag, onder de voorwaarden door of krachtens de wet bepaald en onder voorbehoud van hun verenigbaarheid met de taken die van het ESCB afhangen, belast worden met opdrachten van algemeen belang. ".

Het verslag aan de Koning bepaalt trouwens dat: "Deze bepalingen hebben betrekking op de taken die niet van het ESCB afhangen. Er werd reeds aangemerkt dat deze taken zullen worden uitgeoefend onder de voogdij van de ECB. Inderdaad, op grond van artikel 14.4 van de statuten van het ESCB mogen « de nationale centrale banken andere functies vervullen dan die omschreven in deze statuten, tenzij de Raad van bestuur met een meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen vaststelt dat deze functies de doelstellingen en taken van het ESCB doorkruisen. Bedoelde functies worden onder verantwoordelijkheid en aansprakelijkheid van de nationale centrale banken vervuld en worden niet geacht deel uit te maken van de functies van het ESCB"

Het toepassingsgebied voor de publieke administraties, betreft zowel eigen personeel als hun contractanten.

Met betrekking tot internationale instellingen dient verduidelijkt te worden dat dit zich beperkt tot internationale instellingen die zich op het Belgisch grondgebied bevinden en vallen onder het zetelbeleid. Niet limitatieve voorbeelden van dergelijke instellingen zijn: de instellingen van de Europese Unie, SHAPE , de Verenigde Naties, NAVO...

Ambassades en permanente vertegenwoordigingen worden echter niet geïnviseerd door deze bepaling.

Alvorens er voor een internationale instelling veiligheidsverificaties kunnen worden aangevraagd, moet er een overeenkomst afgesloten worden tussen de bevoegde administratieve overheid en de desbetreffende internationale instelling. Dit kan bv. in de vorm van een samenwerkingsovereenkomst of een memorandum of understanding.

Wat betreft de gerechtelijke orde zijn bevoegd: de federaal procureur wat het federaal parket betreft, de betrokken procureur-generaal wat de parketten, arbeidsauditoraten, parket-generaal en auditoraat-generaal van zijn ressort betreft en de voorzitter van het College van procureurs-generaal wat de steundienst van het Openbaar Ministerie betreft.

Voor het parlement, Comité I en Comité P wordt de wetgevende functie van het parlement niet geïnviseerd. Anderzijds moet het mogelijk zijn voor het parlement of voornoemde comités om eigen personeelsleden of

eventueel contractanten, zoals bv. kuis- en onderhoudspersoneel, te onderwerpen aan een veiligheidsverificatie. Dit verklaart de keuze voor de meest geëigende vermelde administratieve overheid.

[]Er dient opgemerkt te worden dat aan de aangewezen administratieve overheden een bevoegdheid wordt toegekend inzake het veiligheidsadvies, maar dat dit geen verplichting inhoudt om ook effectief de veiligheidsverificatie op te leggen.

Wij hebben de eer te zijn,
Sire,
Van Uwe Majesteit,
De zeer eerbiedige,
en zeer getrouwe dienaars.

De Eerste Minister,
Charles MICHEL

De Minister van Justitie,
Koen GEENS

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Jan JAMBON

De Minister van Buitenlandse Zaken,
Didier REYNDEERS

De Minister van Defensie,
Steven VANDEPUT

Annexe: Autorités administratives compétentes visées à l'article 22quinquies, de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

Secteur d'activité	Autorité administrative compétente
Énergie	Le Fonctionnaire dirigeant du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie ou son délégué;
Transport	Le fonctionnaire dirigeant du SPF Mobilité et Transport ou son délégué
Secteur des finances tel que visé par la loi du 1^{er} juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques	L'organe dirigeant de la Banque nationale de Belgique;
Secteur communications électroniques et infrastructures numériques	L'organe dirigeant de l'IBPT;
Réseau national de radiocommunication et paging et des dispatchings destinés aux services de secours et de sécurité en Belgique.	Le Directeur-général de la S.A. de droit public A.S.T.R.I.D. ou son délégué ;
Soins de santé	Le fonctionnaire dirigeant du SPF Santé publique ou son délégué;
Fournisseurs de services numériques (Digital service provider DSP)	Le fonctionnaire dirigeant du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie ou son délégué ou l'organe dirigeant de l'IBPT ;
Secteur infrastructures pour les marchés financiers	le Président du comité de direction du FSMA ;
Le Parlement Fédéral	Les autorités visées à l'article 14, §1 ^{er} , 2°, des Lois Coordinées sur le Conseil d'Etat ;
Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de	Les autorités visées à l'article 14, §1 ^{er} , 2°, des Lois Coordinées sur le Conseil d'Etat ;

sécurité	
Comité permanent de contrôle des services de police	Les autorités visées à l'article 14, §1 ^{er} , 2°, des Lois Coordonnées sur le Conseil d'Etat ;
Instances Internationales	Le fonctionnaire dirigeant du SPF Affaires étrangères ou son délégué ;
Administrations publiques fédérales	Le fonctionnaire dirigeant d'un Service Public Fédéral, du Ministère de la Défense ou d'une personne morale de droit public visé à l'article 1 de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, pour les services ou organes publics qu'il a dans ses attributions, ou son délégué ;
Forces Armées	Le dirigeant du service du Service Général du Renseignement et de la Sécurité ;
Institutions dépendantes de la Défense	Le fonctionnaire dirigeant de cette institution ou son délégué;
Police Fédérale	Le Commissaire-général ou son délégué ;
Police Locale	Le Chef de corps ou son délégué ;
Le Corps Interfédéral de l'Inspection des Finances	Le Chef de corps ou son délégué ;
L'ordre judiciaire	Le procureur fédéral ou son délégué, le procureur général concerné ou son délégué ou le président du Collège des procureurs généraux ou son délégué ;
L'Organe de Coordination pour l'Analyse de la Menace	Le directeur ou son délégué ;
Administrations provinciales	Le fonctionnaire dirigeant du SPF Intérieur ou son délégué;
Administrations communales	Le Gouverneur de la Province où se trouve la commune ou son délégué ;
Les établissements soumis à l'accord de coopération Seveso à l'exception des établissements qui appartiennent déjà à un autre secteur d'activités de cette liste	Le fonctionnaire dirigeant du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale ou son délégué;

<p>Les installations soumises à l'accord de coopération SEVESO qui se trouvent à l'intérieur d'une installation ISPS (= International Ship and Port facility Security code) où il existe une interface navire/port</p>	<p>Le fonctionnaire dirigeant du SPF Mobilité et Transports ou son délégué compétent en matière de navigation en concertation avec le fonctionnaire dirigeant du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale ou son délégué.</p>
---	--

Bijlage: Bevoegde administratieve overheden bedoeld in artikel 22quinquies, van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

Activiteitssector	Bevoegde administratieve overheid
Energie	De leidinggevende ambtenaar van de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, of zijn afgevaardigde;
Vervoer	De leidinggevende ambtenaar van de FOD Vervoer en Mobiliteit of zijn afgevaardigde
Financiële sector zoals bedoeld in de wet van 1 juli 2011 betreffende de beveiliging en de bescherming van de kritieke infrastructuren	Het leidinggevende orgaan van de Nationale Bank van België, ;
Sector Elektronische Communicatie en Digitale Infrastructuur	Het leidinggevende orgaan van het IBPT;
Nationale netwerk voor radiocommunicatie, paging en meldkamers bestemd voor de hulp- en veiligheidsdiensten in België	De Directeur-generaal van de N.V. van publiek recht A.S.T.R.ID., of zijn afgevaardigde;
Gezondheidszorg	De leidinggevende ambtenaar van de FOD Volksgezondheid, of zijn afgevaardigde;
Digitale dienstverleners (Digital service provider DSP)	De leidinggevende ambtenaar van de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, of zijn afgevaardigde of het leidinggevende orgaan van het IBPT;
Sector Infrastructuur voor de Financiële Markten	de Voorzitter van het Directiecomité van het FSMA;
Federaal Parlement	De overheden bedoeld in artikel 14, §1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;
Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten	De overheden bedoeld in artikel 14, §1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Vast Comité van Toezicht op de politiediensten	De overheden bedoeld in artikel 14, §1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;
Internationale instanties	De leidinggevende ambtenaar van de FOD Buitenlandse Zaken, of zijn afgevaardigde;
Publieke federale administraties	De leidinggevende ambtenaar van een federale overheidsdienst, van het Ministerie van Defensie of van een rechtspersoon van publiek recht bedoeld in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, voor de diensten of overheidsorganen die onder zijn bevoegdheid vallen, of zijn afgevaardigde;
Krijgsmacht	Het diensthoofd van de Algemene Dienst Inlichtingen en Veiligheid, of zijn afgevaardigde;
Instellingen die afhangen van Defensie	De leidinggevende ambtenaar van die instelling, of zijn afgevaardigde;
Federale Politie	De Commissaris-Generaal, of zijn afgevaardigde;
Lokale politie	De Korpschef, of zijn afgevaardigde;
Interfederaal Korps van Inspectie van Financiën	De Korpschef, of zijn afgevaardigde;
Gerechtelijke orde	De federaal procureur of zijn afgevaardigde, de betrokken procureur-generaal of zijn afgevaardigde, of de voorzitter van het College van procureurs-generaal of zijn afgevaardigde;
Orgaan voor de Coördinatie en Analyse van de Dreiging	De directeur, of zijn afgevaardigde;
Provinciale administraties	De leidinggevende ambtenaar van de FOD Binnenlandse Zaken, of zijn afgevaardigde;
Gemeentelijke administraties	De Gouverneur van de Provincie waarin de gemeente zich bevindt, of zijn afgevaardigde;
De inrichtingen onderworpen aan het Seveso-samenwerkingsakkoord met uitzondering van de inrichtingen die reeds behoren tot een	De leidinggevende ambtenaar van de FOD Werk, Arbeid en Sociale Overleg, of zijn afgevaardigde;

andere activiteitensector van deze lijst	
Installaties onderworpen aan het samenwerkingsakkoord van SEVESO die zich bevinden binnen een ISPS (= International Ship and Port facility Security code) faciliteit waarbij er een schip haven raakvlak bestaat	De leidinggevende ambtenaar van de FOD Mobiliteit en Vervoer of zijn afgevaardigde bevoegd voor scheepvaart in overleg met de leidinggevende ambtenaar van de FOD Werk, Arbeid en Sociale Overleg of zijn afgevaardigde.